

Bulletin d'histoire politique

À propos du livre de Aimé-Jules Bizimana, De Marcel Ouimet à René Lévesque : les correspondants de guerre canadiens-français durant la Deuxième Guerre mondiale, Montréal, VLB Éditeur, 2007, 371 p.

Pierre Vennat



Volume 16, numéro 2, hiver 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056161ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056161ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vennat, P. (2008). Compte rendu de [À propos du livre de Aimé-Jules Bizimana, De Marcel Ouimet à René Lévesque : les correspondants de guerre canadiens-français durant la Deuxième Guerre mondiale, Montréal, VLB Éditeur, 2007, 371 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 16(2), 387–390.
<https://doi.org/10.7202/1056161ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

À propos du livre de Aimé-Jules Bizimana, *De Marcel Ouimet à René Lévesque : les correspondants de guerre canadiens-français durant la Deuxième Guerre mondiale*, Montréal, VLB Éditeur, 2007, 371 p.

PIERRE VENNAT¹

Dans un ouvrage magistral, Aimé-Jules Bizimana déplore que les noms des correspondants de guerre canadiens-français de la Seconde Guerre mondiale ne soient pas enseignés dans les écoles québécoises et ne soient pas connus du grand public. S'il n'y avait que cela... Il n'y a pas que leurs noms qui ne soient pas connus, mais règle générale, le nom de tous ceux dont ils ont parlé et qui en allant combattre contre le nazisme et le fascisme, font que nous sommes libres au Québec de discuter entre nous de n'importe quel sujet.

Cela dit, malgré des progrès notables ces dernières années, dont Yves Tremblay a fait mention dans un précédent *Bulletin*, il n'en demeure pas moins que nos livres d'histoire parlent encore bien peu de nos militaires et que bien rares encore sont les études canadiennes francophones sur le sujet.

D'après l'historien Serge Bernier, il y aurait eu plus de 84 000 Québécois de langue française, peut-être même plus de 90 000, qui se sont portés *volontaires*, on ne parle pas ici des conscrits, durant la Deuxième Guerre mondiale et, avec leurs compatriotes canadiens-français des autres provinces, ils ont formé plus de 20 % des effectifs volontaires du pays. Ces hommes, parce qu'à l'époque, les combattants n'étaient que des hommes bien que des femmes aient aussi participé à l'effort de guerre comme infirmières ou dans le personnel de soutien non-combattant, ont tout autant le droit de voir leurs actions et leurs états d'âme étudiés et racontés que d'autres groupes dans notre société.

Mais déplorer le silence entretenu sur nos militaires par la majorité des historiens qui se penchent sur le Québec du xx^e siècle n'est pas suffisant. Il faut le briser. C'est ce qu'ai essayé de faire dans mes ouvrages et ce que Aimé-Jules Bizimana vient de faire avec son ouvrage sur les correspondants de guerre. Lorsque je publiai mes *Héros oubliés* à la fin des années 1990, j'écrivais en avant-propos du premier tome qu'en l'absence d'une histoire militaire complète sur la participation du Canada français à la Deuxième Guerre mondiale, un chercheur obstiné n'avait qu'à lire tout ce qui s'était écrit sur les actions des Canadiens français dans les journaux de cette époque pour avoir une bonne idée de leur participation à ce conflit. En faisant la synthèse de toutes ces informations, on trouve les noms de dizaines, sinon d'une centaine de héros de chez nous.

Aucun historien ne s'est encore donné la peine de rédiger une histoire complète de la participation des militaires canadiens-français, à part mon ouvrage. Bref, personne à part Aimé-Jules Bizimana et moi se sont donnés la peine de lire tout ce que nous correspondants avaient écrit durant la guerre. Mais Bizimana est allé plus loin que moi. Non seulement il a tout *lu*, mais il a aussi tout *écouté* ce qui a été raconté par nos correspondants de guerre radio-phoniques, dont René Lévesque, alors correspondant de guerre américain ou Marcel Ouimet, le premier directeur du réseau français de Radio-Canada. Il a aussi écrit une courte biographie de chacun de ces hommes, dont le fameux Maurice Desjardins qui pendant des années fut le seul Canadien français à suivre pas à pas pour la presse écrite les actions des nôtres avec les régiments de Maisonneuve, Fusiliers Mont-Royal, Chaudière, Royal 22^e ou l'escadrille Alouettes.

Comme Bizimana l'écrit, il est évident qu'à cause de la censure du temps de guerre, nos correspondants n'ont pas pu tout dire. Personne n'a cependant mis en doute que ce qu'on les autorisait à publier sur les exploits des Canadiens français ne fut pas exact. Incomplet, sans aucun doute, mais exact en ce qui concerne la bravoure des nôtres. Pour ma part, que les écrits des correspondants de guerre aient été incomplets, ne m'inquiète pas. On ne peut écrire sur la participation des Canadiens français à cette guerre sans prendre connaissance de ce qui a été écrit sur celle-ci, quitte à compléter ensuite par la lecture des documents officiels. Et tant mieux si, comme Bizimana, on a la chance ou la patience en plus d'écouter tout ce qui s'est dit sur les ondes de Radio-Canada entre septembre 1939 et la Fête du travail 1945.

La lecture du livre de Aimé-Jules Bizimana constitue donc une étape incontournable pour tout historien qui voudrait enfin, rédiger une histoire militaire de la participation du Canada français à la Deuxième guerre mondiale plus complète que les trois tomes de mes *Héros oubliés*. À noter que

j'ai employé le même procédé pour la campagne du Nord-Ouest de 1885, la Première Guerre mondiale et la guerre de Corée. Pour le récit de la participation des Canadiens français dans chacun de ces conflits, je suis allé consulter ce que les journaux et journalistes d'ici avaient raconté sur nos militaires canadiens-français. Ces écrits sont incontournables. Que l'on doive ensuite les compléter de documents officiels si l'on veut une version exacte de l'histoire-bataille, de la stratégie employée, parler des erreurs comme des exploits, c'est évident.

Mais l'on ne peut pas passer par-dessus le récit de témoins oculaires qui pour n'avoir pas passé par-dessus le récit de témoins oculaires, qui pour n'avoir pas *tout* vu ou *tout* entendu et encore moins *tout* raconté, ont néanmoins *vécu eux-mêmes* une partie de ce qu'ils racontent, vu, entendu, ce qui est mieux que de vouloir raconter des événements uniquement en consultant des archives ou des procès verbaux.

La censure existait en temps de guerre? Sans aucun doute! Mais qui oserait affirmer sérieusement qu'elle n'existe pas aujourd'hui? Que les relationnistes actuels ne sont pas terriblement plus dangereux pour influencer l'information dans le sens des intérêts qu'on les paie à défendre que ces journalistes d'avant-guerre, comme les Marcel Beaugrand, Jacques Trépanier ou Ernest Pallacio-Morin, qui, pour la durée du conflit de 1939-1945, ont troqué leur statut de journaliste pour un brevet d'officier pour revenir à leur profession une fois la guerre terminée? Au moins, durant la guerre, la censure porte son nom. Aujourd'hui, les relationnistes à l'emploi des gouvernements, des compagnies, des institutions, des syndicats et groupes de pression de tout genre s'affublent du titre d'*agents d'information*. Les journalistes d'après-guerre, je le sais, j'ai œuvré professionnellement à *La Presse* de 1959 à 2002, doivent constamment éviter les pièges qu'ils leur tendent, composer avec les demi-vérités qu'ils débitent et essaient de voir reproduire dans nos médias.

Aimé-Jules Bizimana a raison. Il faut lire les correspondants de presse de la Deuxième Guerre mondiale en se disant que si ce qu'ils ont écrit sur nos militaires est vrai, ils n'ont pas pu tout dire. Ils ont dû cacher des choses, que cela soit volontairement ou non. Mais dans le fond, en consultant les journaux d'aujourd'hui, même avec la meilleure bonne foi du monde et sans censure apparente, les journalistes actuels sont incapables de dire toute la vérité sur ce qui se passe derrière des portes closes. Malgré tout, les comptes rendus de journalistes consciencieux sont souvent plus factuels que les procès-verbaux officiels qui constituent, souvent, la source principale de trop d'historiens.

Il faut donc rendre hommage à Aimé-Jules Bizimana d'avoir analysé le travail de nos correspondants de guerre et espérer que de nombreux autres

historiens militaires iront puiser dans cette mine de renseignements pour connaître mieux notre passé militaire et donner une consonance plus humaine à une histoire militaire que trop de nos collègues anglophones racontent peut-être mieux que nous sur le plan stratégique, mais une histoire « bataille » qui, trop souvent, néglige le vécu « des militaires » sans lesquels l'histoire militaire ne serait pas.

Et pendant que j'y suis, on pourrait aussi espérer que d'autres historiens se consacrent à l'histoire du journalisme québécois et, à l'instar de Aimé-Jules Bizimana, nous fassent connaître nos chroniqueurs socio-politiques, nos grands éditorialistes, nos chroniqueurs sportifs, municipaux, ceux qui ont révolutionné le journalisme actuel comme les Jean-Louis Gagnon, Jacques Francœur et pourquoi pas Pierre Péladeau et d'autres artisans moins connus mais dont le travail a été essentiel à la vie démocratique québécoise au xx^e siècle et l'est encore avec celui qui débute.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Pierre Vennat, qui a signé deux textes dans le vol. 16, n° 1 du *Bulletin d'histoire politique*, n'est plus, depuis 2006, président de la Semaine nationale des Anciens combattants au Québec, poste qu'il avait assumé durant quatre ans. Le ministère a décidé de supprimer ce poste. Mais, après lui avoir confié durant quelques mois un petit contrat de recherche pour préparer un programme de commémoration qui serait adapté à la spécificité québécoise, la direction québécoise du ministère a, au printemps 2006, créé un comité consultatif, présidé par Pierre Vennat, comité sur lequel siègent quelques historiens, soit Desmond Morton, de l'Université McGill, Sébastien Vincent, historien diplômé de l'UQAM, Pierre Cécile qui y représente la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, Jean-Pierre Charland de l'Université de Montréal, André Kirouac, directeur du Musée naval de Québec et Jocelyne Milot, directrice du Musée de la Citadelle de Québec. À l'automne de 2007, ce comité consultatif existait toujours, bien qu'il n'ait siégé que deux fois depuis sa création. Il est vrai que Pierre Vennat ne s'est pas gêné dans le passé pour critiquer publiquement les politiques et les lacunes du ministère des Anciens combattants en matière de commémoration mais, pour le moment, il entend le faire tout en continuant d'essayer de faire bouger les choses de l'intérieur. Ce fut le cas pour la commémoration du 65^e anniversaire du raid de Dieppe en août qui, au Québec, fut un succès. En un mot, il n'entend pas démissionner et cela sera au ministère, le cas échéant, de décider de se passer de ses services bénévoles. En attendant, il conserve son plein droit de parole et entend bien s'en servir le cas échéant.